

PREMIERE RENCONTRE **POUR COMPRENDRE...** **LES DISCRIMINATIONS** Racisme, Islamophobie...

Le 20 mars 2015, 120 personnes se sont réunies à la Villeneuve de Grenoble pour échanger, réfléchir ensemble sur la question des discriminations. Cette rencontre avait pour objet de s'écouter sans a priori afin de mieux comprendre ce que les uns et les autres ressentent sur cette question.

Cette réflexion a commencé par un échange en petits groupes à partir de témoignages enregistrés. Deux intervenants se sont exprimés à partir de ces échanges : Abdelaziz Chaambi (CRI) et Michel Kokoreff (professeur de sociologie à Paris VIII)

numéro 1



CYCLE DE RÉFLEXION POUR COMPRENDRE...

Pour mieux comprendre les sujets de société qui nous interpellent dans notre quotidien, nous proposons d'ouvrir des espaces d'expression libre entre citoyens, afin de réfléchir ensemble aux questions qui nous préoccupent sur nos quartiers.

Pour mieux comprendre le monde où nous vivons nous ne pouvons pas nous contenter du traitement médiatique de nos quartiers. Nous devons inscrire notre réflexion sur les sujets qui nous préoccupent et casser les murs qui nous montent les uns contre les autres. Nous devons nous écouter, parler, entendre des témoins pour faire avancer les relations entre citoyens dans un quartier. Voici le défi que nous nous proposons de relever dans ces espaces de réflexion et de dialogue.

Ces espaces permettront aux participants de mieux comprendre l'autre dans sa complexité, son histoire, ses origines, son lieu de vie. D'aller ensemble de l'avant.

Nous continuerons ce cycle de réflexion autour d'autres sujets qui nous concernent tous :

- **Pour comprendre les quartiers populaires** : Zone, ZEP, ZUS, ghettos et apartheid, comment définir nous-même nos quartiers ?
- **Pour comprendre les médias** : entre liberté d'expression et responsabilité des médias dans la radicalisation de la société.

D'autres sujets seront abordés tels que la colonisation, la solidarité et les questions que les citoyens proposeront.

Les témoignages de citoyens nous serviront d'appui pour démarrer ensemble nos réflexions dans un objectif de faire émerger des paroles d'habitants de façon libre, dans le respect et la bienveillance des uns et des autres.

Nous inviterons des « personnalités » afin d'avoir leur point de vue sur nos échanges et une approche plus théorique sur la question traitée.



Ce cycle de réflexion se terminera par une demi-journée d'échanges pour ceux qui le souhaitent dans laquelle nous tirerons ensemble les leçons de ce temps d'écoute d'échange et de témoignages.

Ce travail entrera dans le cadre du projet d'université populaire qui a pour but de capitaliser les réflexions des habitants et des intervenants afin de donner une expertise d'habitant sur les sujets de société

PREMIER TÉMOIGNAGE

**Est-ce que c'est compliqué
d'être musulmane en
France ?**

Oui, j'habite à Grenoble, et je me déplace beaucoup dans un village pour travailler. Avant je vivais dans ce village et tout le monde me connaît, sait que je suis bien, que je ne fais pas de problèmes. Je suis gentille avec tout le monde, avec les voisins. Tout le monde m'aime et j'aime tout le monde. On est tous respectés, on me respecte, on respecte la religion. Et je respecte aussi leur religion. Depuis l'attentat qui a été fait par Mohammed Merah les gens du village me voient, m'insultent, me crachent dessus. Certains me disent « *rentrez chez vous terroristes, pourquoi vous êtes là ?* » Cela m'a angoissé. Avant j'avais une vie normale, en paix. Mais depuis cette histoire, tout a changé. Je ne suis plus respectée, tout le monde me regarde de travers. Des gens qui me semblent venu d'ailleurs et de n'importe où. Tout le monde me voit comme une terroriste.

**Comment peut-on voir que
vous êtes musulmane ?**

C'est avec mon foulard.

**Vous êtes la seule personne à
être habillée comme cela ?**

Il n'y en a pas d'autres. À ce moment-là j'étais la seule qui avait le foulard,

**Avez vous l'impression que
l'actualité a aggravé la situa-
tion**

Oui

SECOND TÉMOIGNAGE

J'ai été convoquée à la sécurité sociale suite à un arrêt de travail, pour un contrôle avec un médecin de la sécurité sociale et je me suis présentée. Je porte un foulard assez long. Et tout de suite j'ai compris qu'on allait partir sur quelque chose d'un petit peu compliqué, puisque les premières questions ont été : de quelle origine est votre mari ? De quelle origine vous êtes ?

Moi je suis convertie, et on a continué toute la discussion sur cela. On n'a pas parlé une seule fois pendant tout l'entretien des raisons pour lesquelles j'étais en arrêt maladie.

La discussion a tourné autour de l'islam et de ma conversion : à quel âge je me suis convertie ? Si je m'étais converti à l'islam à cause de mon mariage avec un musulman ? Ce qui n'était pas le cas. Le médecin a spécifié qu'il noterait sur mon dossier que j'étais convertie. Sur mon dossier médical de la sécurité sociale sera notifiée sous mon nom : convertie à l'islam à l'âge de 16 ans. C'est un petit peu spécial par ce qu'on arrive pour autre chose et on est hors cadre. On ne s'y attend pas. Pourtant j'ai aucune difficulté à parler de ma religion, de ma foi, de ma pratique, mais là ce n'était pas dans ce cadre et donc j'ai été un petit peu bloquée, surprise, cela m'a un peu touchée. Donc après ça a été de mal en pis puisqu'il a commencé aussi à me demander : de quelle religion étaient mes enfants ? Là c'est étrange de demander cela, j'avais envie de répondre qu'ils étaient bouddhistes. Mais je ne pense pas qu'il l'aurait très bien pris et je me suis retenue.

Et puis il m'a demandé aussi si ça allait avec ma famille puisque j'étais convertie. Je n'ai aucun souci avec ma famille. Il m'a même demandé s'ils n'étaient pas un petit peu inquiet avec ce qui se passe en Syrie. Je lui ai fait comprendre qu'il n'y avait pas de rapport... Et que mes parents allaient très bien. Et que tout allait très bien entre eux et moi. Donc des questions qui n'ont rien à voir avec ma convocation à la sécurité sociale.

Je ne sais pas ce qu'il attendait. J'ai surtout l'impression d'avoir été fliquée : on faisait ma fiche religieuse. Est-ce que je vais partir en Syrie faire le djihad ? Cela ressemble étrangement à cela, le fait qu'on parle de mes enfants aussi, cela m'a un petit peu touché. En plus on est dans une situation où on vient par ce que... oui la sécurité sociale paye mon arrêt de travail, donc je suis un peu dépendante de ces personnes-là. On se sent coincée.

Ce n'est pas une situation agréable je suis ressortie avec un malaise puisqu'on n'a même pas parlé de ma situation de malade entre guillemets. C'était vraiment hors cadre. Ces propos, ces comparaisons à d'autres personnes, à d'autres situations.

On m'a aussi demandé de quelle branche de l'islam j'étais. Ce n'était vraiment pas le contexte, pas le lieu pour parler de cela en tout cas.

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS DANS LES TABLES...

- ▶ On a fait la distinction entre le refus de l'accès aux droits et l'atteinte, le racisme etc.
- ▶ On a évoqué la difficulté d'intervenir quand on est témoin d'un acte de racisme.
- ▶ On a eu des exemples de discriminations par rapport au handicap, aux violences policières, aux contrôles au faciès.
- ▶ Sur la question du voile on a parlé d'excès. Par exemple dans une banque lorsqu'une femme qui porte un foulard pose une affiche, on lui demande de le retirer. On parle du foulard pas du niqab.
- ▶ On pose aussi la question de la réciprocité. On peut être discriminé et on peut aussi de temps en temps être discriminant nous aussi et rejeter l'autre.
- ▶ On a évoqué la question de la discrimination positive aussi. Et cela peut être un levier... C'est un débat.
- ▶ On s'est posé la question de la discrimination et de l'Histoire. On a fait une distinction entre les conflits culturels et la discrimination, ce n'est pas pareil.
- ▶ Qu'est-ce qui fait que certains moments de l'Histoire n'ont pas été traités dans le passé sur la colonisation ? Il est temps de poser tout cela et d'en parler.
- ▶ Autour de cette table il y a eu un débat qui était un peu houleux... Il me semble qu'il serait intéressant de clarifier le terme de laïcité. Il nous semble que lorsqu'on aura réussi à clarifier l'idée de laïcité, probablement on pourra mieux se comprendre et s'entendre.
- ▶ On a tous des préjugés, c'est inhérent à l'Homme. Mais pour être discriminant il faut être dans une situation de pouvoir discriminer, ce n'est pas le cas des individus.
- ▶ Une personne a eu le courage de nous raconter un bout de sa vie et il se trouve qu'elle a été discriminée par rapport à son nom. Elle était très compétente, très brillante mais elle n'a pas été prise pour un travail dans un magasin. Et il se trouve que sa voisine a également un nom qui a la même consonance, sauf qu'elle, elle a été recrutée. Et on s'est interrogé : comment qualifier un tel fait ? Peut-être que chacun peut y réfléchir.
- ▶ On fait beaucoup d'amalgames ce n'est pas parce qu'on postule pour un poste et qu'on n'est pas pris que c'est du racisme. C'est facile de dire « je n'ai pas été pris, parce qu'il est raciste ». Sans se remettre en cause en se persuadant qu'on est le meilleur... On dit quand même il ne me prend pas parce qu'il n'aime pas les Arabes.
- ▶ Aujourd'hui je travaille dans une entreprise multinationale : Il m'a fallu huit ans pour arriver au poste que je voulais alors que certaines personnes l'ont obtenu en cinq ans. Il a fallu que je travaille deux fois plus, que je montre deux fois plus, que je suis compétent pour avoir ce poste-là !
- ▶ On est issu de l'immigration je suis de la deuxième génération. Il faut laisser le temps au temps. Les choses avancent petit à petit. On passe d'une minorité qui était invisible à une minorité qui est maintenant visible. Aujourd'hui on nous voit à travers le foulard, à travers des



UN PETIT RAPPEL :

Nous sommes installés par petits groupes autour de table. Le but de la disposition de ce soir c'est d'ouvrir un espace pour se parler, pour échanger. Cela commence par un simple bonjour ou peut-être une histoire voir plus si affinités. En tout cas on pense qu'il faut changer le déroulement des conférences. Que ce ne soit plus le conférencier puis le public, avec toujours les mêmes personnes qui interviennent parce qu'elles ont l'habitude parce qu'elles sont militantes etc.

Il faut que chaque personne qui assiste puisse participer

Je rappelle aussi une chose qui est très importante, on est différent, et heureusement. Le but ce n'est pas d'être les mêmes et d'être sur la même longueur d'onde. C'est vraiment d'échanger dans le respect.

barbes. Ce qui nous représente fait parti de notre culture. On l'accepte. Il faudrait que aussi que la France l'accepte pour pouvoir nous intégrer.

- ▶ Moi j'aimerais bien me sentir français, j'aimerais bien voter comme tout le monde j'aimerais bien aller dans un restaurant avec ma femme sans qu'on me regarde. J'aimerais bien aller dans des petits restaurants. Et quand on rentre on sent un regard qui... ça pique, ça gêne.
- ▶ Ce n'est pas méchant ce que je veux dire... Mais vous allez dans tous les pays que ce soit d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du sud je vous assure que c'est complètement différent. Là-bas, on a un regard sur l'étranger qui est complètement différent d'ici. Vous êtes compétent, on vous prend. On ne regarde ni votre nom, ni votre âge, ni rien de tout cela. Et je vous assure que je fais beaucoup de pays à l'étranger et même aux États-Unis... Enfin bref. C'est une expérience personnelle. Et j'aime la France. Ne croyez pas que...
- ▶ C'est incontestable. Il existe des discriminations en France. Mais c'est vrai qu'en discutant entre nous on s'est rendu compte que le SENTIMENT de discrimination était encore plus fort. C'est vrai que souvent, on se sent rejetés... On s'est rendu compte que la discrimination n'avait pas de frontières. C'est vrai que la peur de l'autre, l'ignorance de l'autre, la méfiance augmentent ce sentiment de discrimination.
- ▶ On a soulevé que le déséquilibre dans certains quartiers posait des problèmes. Il y a des habitants qui l'ont ressenti fortement..

EXTRAITS DE L'INTERVENTION D'ABDELAZIZ CHAAMBLI

► SUR LA SOIRÉE

Je voulais avant tout remercier les organisateurs de cette soirée parce que c'est original, c'est à encourager en tout cas. Moi ça me séduit et c'est comme ça que j'envisage le vivre ensemble. J'ai l'impression que c'est une psychothérapie collective. Et on en a besoin ! C'est vrai ! On est chacun un petit peu retranché dans son monde et ce cloisonnement n'est pas né du hasard.

► PERSO

En préambule je voudrai dire que je m'excuse par avance des propos que je peux tenir qui peuvent paraître pour certains, radicaux. J'ai subi les discriminations depuis tout petit, je les ai vécues dans ma chair. Et c'est pour moi aussi une forme de psychothérapie que d'évacuer ça, avec cette colère au ventre. J'ai trois diplômes supérieurs dans le social et 30 ans d'expérience dans le social et j'ai perdu cinq fois mon travail ! Simplement parce que je suis militant associatif, musulman...

Aujourd'hui je suis grillé professionnellement (...) cela m'a donné une force que je ne retrouve pas chez d'autres acteurs qui ont une épée de Damoclès sur leur tête. Ils ne peuvent pas parler parce qu'ils ont peur.

► LES RENDEZ-VOUS MANQUÉS

La réunion de ce soir me rappelle la Villeneuve des années 74-75, il y avait à cette époque une mixité de population, de couches sociales qui était extraordinaire. Il y avait ce mélange qui a disparu avec la fin des années 70 début 80. On a laissé les Arabes ensemble, les Vietnamiens ensemble, les Noirs ensemble et les classes moyennes sont parties de ces quartiers. Cette réunion me donne un peu espoir en disant ce n'est pas tout perdu ! C'est peut-être un début de quelque chose ! Il faut arriver à se parler, à casser ces cloisonnements de

classe, de race, de religion, d'ethnies, d'origine. De dire on peut s'asseoir autour de la table et vider son sac.

► DISCRIMINATION

J'ai entendu dans un des groupes les discriminations de tout ordre, discriminations contre la femme, contre la maman qui élève seule son fils, discriminations envers une personne qui a une double culture qui est arabe mais qui n'est pas musulmane, qui est catholique, et qui a des enfants musulmans, et qui est discriminée des deux côtés. J'ai entendu la discrimination de la part de la police par rapport aux quartiers, par rapport aux jeunes qui mettent la zizanie. Il y a des discriminations géographiques, des discriminations sociales (...) Je crois que la discrimination est inhérente à l'Humain dès lors qu'il n'a pas de contre-pouvoir. Et il devient automatiquement un tyran, un discriminant vis-à-vis de celui qui est autour de lui.

► COLONISATION

Aujourd'hui on est dans un continuum colonial. Tout à l'heure quelqu'un disait qu'il ne comprenait pas pourquoi il lui fallait huit ans pour atteindre un poste de responsabilité alors que les autres l'atteignent en cinq ans... Mais c'est parce que t'es un « bougnoule » ! Tu es un indigène et qu'on continue à te traiter et à te regarder de la même façon qu'on regardait tes ancêtres indigènes, avec un code spécifique où il fallait d'abord dire « tu ». Dans le code de l'indigénat, une des conditions pour parler à l'indigène c'est qu'il fallait le tutoyer. On ne disait pas « Monsieur ». Aujourd'hui on est en 2015 ça n'a pas disparu...

► LAICITÉ

Quand vous écoutez nos dirigeants politiques ils pensent que nos malheurs ce ne sont pas les droits sociaux, ce n'est pas l'école, ce n'est pas la santé, ce n'est pas la retraite, ce n'est pas le pouvoir d'achat, ce n'est pas le



Je m'excuse par avance des propos que je peux tenir qui peuvent paraître pour certains, radicaux. J'ai subi les discriminations depuis tout petit, je les ai vécues dans ma chair.



Je crois que la discrimination est inhérente à l'Humain dès lors qu'il n'a pas de contre-pouvoir



Aujourd'hui nous sommes dans un continuum colonial

chômage, le problème c'est l'Arabe, c'est le Noir. On nous prend vraiment pour des clowns. (...) On en est arrivé au stade où on nous fait croire que le fait que les enfants ne mangent pas de cochon ça remet en cause la laïcité ! Mais de quelle laïcité parlent-ils ! (...) La laïcité c'est un cadre juridique philosophique politique qui permet la séparation de l'Église et de l'État et qui assure la liberté de conscience et la liberté de culte en privé et en public, individuellement et collectivement. C'est ça la laïcité ! C'est la préservation de la neutralité de l'espace politique vis-à-vis du religieux

► LA PEUR

J'ai l'impression qu'on régresse, au lieu de faire société ensemble on a peur de l'avenir. (...) Moi je suis sûr qu'il y a des gens ici qui n'ont pas pu dire ce qu'ils avaient envie de dire : il faut le dire ! dites-le ! Vous êtes inquiet ? Il y a des gens qui flippent pour leur pays pour leur identité pour leur culture... Mais ce n'est pas que VOTRE pays c'est NOTRE pays et c'est ça qu'il faut commencer à faire. La France est composée d'Italiens, d'Espagnols, de Portugais, de Polonais, de Russes, d'Arabes (...) Il y a une peur. Les Arabo-musulmans ne sont pas conscients que nos concitoyens ont peur de voir des foulards qui émergent un peu partout, des grands barbus qui ne disent pas bonjour, ou qui sont dans une démarche un peu de repli, de coupure, de rupture, voire même je dirais de racisme à l'envers !

► LA POLITIQUE

Ceux qui remettent en cause le vivre ensemble ce sont nos dirigeants car ils sont en manque de projets, en manque de perspectives. Qu'est-ce qu'on fait ensemble aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'on fait de cette France, qu'est-ce qu'on fait de cette société ? Est-ce qu'on va continuer à faire semblant de ne pas voir qu'il y a un enfant qui meurt toutes les trois secondes à cause du capitalisme financier ? Est-ce qu'on va faire semblant de ne pas regarder qu'il y a de nouvelles guerres coloniales avec le prétexte de dire on va libérer ces femmes voilées d'Afghanistan, du Mali et de je ne sais pas où ? Pour



La laïcité c'est un cadre juridique philosophique politique qui permet la séparation de l'Église et de l'État et qui assure la liberté de conscience et la liberté de culte en privé et en public, individuellement et collectivement.



L'être humain a besoin de quelque chose d'autre. Il a besoin de rêve, il a besoin d'idéal, il a besoin de transcendance, il a besoin de sortir de sa dimension matérialiste.



en faire de véritables guerres, avec des armes qui tuent, avec des gens qui tombent.

► LA RELIGION

Je le regrette profondément, moi je suis déçu de la gauche, je suis issu de l'extrême gauche je suis un renégat, pour certains de l'extrême gauche. Parce qu'en 79 je les ai quittés. J'ai milité en 76, 77, 78 et en 79 je quitte l'extrême gauche parce que je découvre l'islam. Et ça été le premier rendez-vous manqué. Parce que les copains d'extrême gauche, ne pouvaient pas concevoir qu'on puisse défendre les opprimés, lutter contre les oppresseurs, les dominants avec une spiritualité. (...) L'être humain a besoin de quelque chose d'autre. Il a besoin de rêve, il a besoin d'idéal, il a besoin de transcendance, il a besoin de sortir de sa dimension matérialiste. (...) J'ai compris qu'il y avait un problème en Occident, en France avec la religion en particulier, avec l'islam. La première révélation dans l'islam, le premier mot qui a été révélé dans l'islam dans le Coran c'est : lit... La science le savoir. La première chose que Dieu dit au prophète Mohammed sur l'Islam c'est lit : il n'a pas dit prie ! Il n'a pas dit fait l'aumône ! Il n'a pas dit fait le djihad ! Il lui a dit lit...

► LA POLITIQUE

La seule expérience qu'on a vue émerger dans les 30 dernières années c'est une expérience sociale avec le forum social européen en 2003. On s'est impliqués pour participer au forum social européen, pour dire : « on peut être musulman et musulmane avec un foulard et travailler pour le bien-être commun ». (...) Pour moi la « gauche », avec les valeurs de solidarité de liberté et de progrès, c'est notre famille politique. Et elle nous a trahi. Elle nous a trahi après la marche de 84. Parce que nous étions là, on s'est battu en 83 pour demander l'égalité des droits et la lutte contre le racisme, et on se rend compte que 30 ans après, sous un gouvernement de gauche est en train de faire la même chose. (...) Moi à Grenoble j'ai participé à des manifestations en 75 avec des slogans : « travailleurs immigrés travailleurs français : même combat

même patron ». On ne l'entend plus ça ! Moi personnellement en 78 et 79 j'étais au MRAP. Mais on nous a, là aussi, raconté beaucoup de sornettes. On parlait beaucoup de Charonne mais on ne parlait pas du 17 octobre 61, on ne parlait pas du 8 mai 1945... Après coup je me suis dit mais enfin ils ne m'ont pas raconté cette histoire. Les Arabes jetés à la Seine... Ce n'est pas à travers le MRAP que je l'ai appris...

Si aujourd'hui il y a des organisations comme le CCIF ou comme le CRI c'est parce qu'on nous a obligé. Moi je m'en serais passé de cela et je n'avais pas besoin de m'enfermer dans une balkanisation des luttes. Moi je suis issu du Forum Social des Quartiers Populaires, je suis de Force Citoyenne Populaire, on a créé un parti politique autonome en disant aux jeunes : tenez voilà les clés de la maison, maintenant vous êtes autonomes...

Il y a 30 ans 40 ans de paternalisme, de l'esprit de Jules Ferry, qui dit les civilisations supérieures ont un devoir vis-à-vis de celles qui sont inférieures. C'était la gauche pourtant... et c'est resté malheureusement. C'est resté aujourd'hui quand on a le malheur de vouloir mener une lutte de manière autonome on est suspecté, on est diabolisé, on est criminalisé.

► LA RELIGION

Moi ma conception de l'islam me dit que je dois être à côté des pauvres. Et c'est d'ailleurs pourquoi aujourd'hui je pense qu'on manque de militants. C'est-à-dire de gens qui sont dans les luttes sociales, qui sont dans la lutte pour l'égalité, pour les rapports égaux entre le nord et sud, entre riches et pauvres.

Je finis sur le fait que si on veut combattre l'ignorance c'est le savoir mutuel qu'il faut développer. Il y a un verset du Coran, je m'excuse je prêche pour ma mosquée, Dieu dit : *« nous avons créé un homme et une femme, nous avons fait de vous des peuples et des tribus pour que vous vous entre-connaissiez »*. L'entre-connaissance ce n'est pas le multiculturel c'est l'interculturel. Qu'est-ce que tu peux m'apporter, qu'est-ce que je peux t'apporter ?

Qu'est-ce qu'on peut échanger ? (...) Excusez-moi de revenir sur mon référentiel musulman. Le prophète de l'islam dit aussi que le plus grand djihad, celui-là on ne nous l'apprend pas dans les mosquées, mais le plus grand djihad c'est une parole de vérité devant quelqu'un qui abuse du pouvoir. C'est-à-dire le contre-pouvoir.

► LA MOBILISATION

A Bourgoin-Jallieu, il y a un procureur qui a décidé d'enlever leurs enfants à la famille Msakni. Sous prétexte qu'ils seraient susceptibles de partir au djihad. Et que les enfants n'étaient pas scolarisés. Cela a fait le tour de France la vidéo a été vue 600 000 fois, ça a été partagé dans le monde entier. On a reçu des messages de partout. Et en France pas un mot. Ni les organisations politiques, ni la Ligue des droits de l'homme ni le MRAP ni SOS-Racisme...

Pire que cela les associations musulmanes n'en ont pas parlé non plus ! Vous vous rendez compte ? On a intégré l'injonction qui est de dire ne parlez pas de vos droits. Ne parlez pas de vos droits surtout s'il s'agit de gens un peu comme ça... un peu « *salafisés* » sur les bords comme dirait l'autre.

► DISCRIMINATION

Ce sont souvent les pauvres qui sont opprimés. Parce que ceux qui viennent à la place Vendôme ou au casino de Cannes avec le Niqab tout noir avec les enturbannés comme je les appelle, les obscurantistes qui interdisent à leur femme de conduire, on ne touche pas à ceux là. Quand je dis les pauvres gens je veux dire le pauvre musulman qui aujourd'hui est devenu le cobaye d'une politique sécuritaire, d'une politique liberti-



cide, les atteintes aux droits, les lois spécifiques, la loi du 15 mars 2004 ! C'est une catastrophe. Et ce n'est pas moi qui le dit, ce sont des professeurs et des chefs d'établissements qui ont demandé son abrogation, pourquoi ? Parce qu'elle a ouvert la vanne de l'islamophobie dans les centres de formation, dans les universités.

LABORATOIRE DES RESTRICTIONS

On est en train effectivement d'expérimenter le laboratoire des restrictions des libertés. Le fameux « Patriot act » de chez nous, qui va donner les lois antiterroristes qui sont en train de grignoter les droits de chacun de nous. Vos mails ne sont plus réservés ! vos SMS ne sont plus réservés ! votre voiture n'est plus à l'abri ! ils savent ce qui passe où vous allez, de A à Z sans aucune autorisation. Et cela s'est passé avec les imams. Ils ont expulsé 200 imams avec des militants associatifs musulmans, personne n'en parle ! Même pas les associations musulmanes. J'ai interpellé l'avocat d'un des responsables à Paris et je lui ai dit mais comment cela se fait-il que personne n'en parle ! Il me dit non ils sont en train tout de ramper et de se coucher. Et bien ils ont été expulsés sans jugement, aujourd'hui on va vous incriminer sans jugement. Il suffit que demain, votre voisin téléphone à la police en disant « je l'ai vu arriver » d'ailleurs c'est arrivé en Belgique et j'arrête là parce que c'est humoristique. La police arrive chez quelqu'un avec toutes les voitures arrivent encadrent tout et lui dit qu'est-ce qui se passe ? On nous a appelé on a dit qu'il y avait pas mal de femmes voilées qui venaient chez vous... Et elle dit c'est normale j'ai ma mère qui est décédée, elles viennent faire les condoléances !

Vous voyez où est-ce qu'on en arrive. C'est une société où on est en train de restreindre les libertés des uns et des autres et si on ne les défend pas justement, si on n'est pas tous ensemble contre l'islamophobie systémique, contre les atteintes aux droits, demain c'est mon droit qui sera touché : avant-hier c'étaient les protestants hier c'étaient les juifs, aujourd'hui ce sont les musulmans et demain ce sera peut-être toi. Donc il faut être conscient de cela et si on ne se lève pas, effectivement nos libertés vont en pâtir. Et j'espère qu'on n'arrivera pas là. En tout cas cette soirée-là est un début de réflexion et d'échanges autrement.



EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE MICHEL KOKOREFF

Bonjour à tous et à toutes, je suis très heureux d'être parmi vous ce soir pour participer à ce débat sur les discriminations. Je ne sais pas si c'est une psychothérapie collective du vivre ensemble, mais en tout cas, il y a du monde.

► LE PROBLÈME EST POLITIQUE

Cela fait une bonne vingtaine d'années que je travaille sur les transformations sociale des quartiers populaires et en particulier sur la dimension politique du problème des banlieues et cités HLM : le problème des banlieues est social, il est urbain, il est sécuritaire, mais il est aussi et surtout de nature politique. Il est lié à un déficit de représentation des populations issues des quartiers populaires. Il y a tout un tas de choses qu'on a dit dans ce sens, que dit Abdelaziz depuis longtemps, que disent d'autres militants du FSQP (Forum Social des Quartiers Populaires) ou d'ailleurs, qui ne sont pas audibles ou qui restent invisibles. Si le problème est politique, alors la solution est politique. La question des discriminations a une signification d'ordre politique. Parce que en mettant le doigt sur les discriminations, on interpelle l'État, on interpelle les institutions, on interpelle les agents producteurs de discrimination, ce qui n'empêche pas qu'il y a aussi un sentiment de discrimination et qu'il ne faut pas tout renvoyer aux agents producteurs de discrimination, il faut aussi prendre en compte ou essayer d'expliquer, pourquoi ce sentiment de discrimination est assez important, et il me semble qu'à travers ce que je viens d'entendre partiellement cette question du sentiment de discrimination est aussi assez importante.

La discrimination est une réalité et

cela n'est pas rien de le dire et de le démontrer. Il y a une discrimination systémique, comme disait Abdelaziz. Elle constitue une réalité. Et ce n'est pas de la victimisation, ce n'est pas de l'auto exclusion. On entend souvent ce discours : « Oui mais d'accord la discrimination... mais ils exagèrent ».

► LES TÉMOIGNAGES

La discrimination, c'est une réalité vécue qui correspond à des faits. On l'a bien entendu dans le premier témoignage : , « je me suis fait cracher dessus » « les gens qui me regardent de travers », La marque la plus visible, avant et après les attentats de janvier, est sans doute pour les femmes le port du voile. Le deuxième est plus scandaleux ! Cela rappelle les pires heures de l'histoire française en particulier de l'histoire coloniale où on identifiait dans les fiches administratives les individus avec le terme NA : d'origine nord-africaine. Mention raciale claire qui tient de l'administration coloniale et qui a perduré jusqu'à il n'y a pas très longtemps, malgré qu'elle soit totalement contraire aux principes du modèle républicain. Et inscrire sur un dossier médical la conversion à l'islam, c'est une folie ! Là, les institutions deviennent folles. La discrimination c'est une réalité et c'est violent.

Ce qui m'a frappé c'est ce que dit la personne du second témoignage : « je ne pense pas que ce soit de l'islamophobie, mais j'ai l'impression d'être fliqué » face à cette pression du médecin qui ne parle pas de la médecine, qui ne parle pas de la santé, mais qui parle à travers la religion d'une différence culturelle insupportable pour lui, il y a une incapacité à dire, il y a une incapacité à dire autrement qu'on « est fliqué », qu'on est sous le contrôle etc. Autrement dit il y a une



Le problème des banlieues est social, il est urbain, il est sécuritaire, mais il est aussi et surtout politique.



En mettant le doigt sur les discriminations on interpelle l'État,



Ce témoignage rappelle les pires heures de l'histoire française en particulier de l'histoire coloniale où on identifiait dans les fiches administratives les individus avec ce terme NA : d'origine nord-africaine.

incapacité à passer une expérience particulière et individuelle à une expérience collective qui s'appellerait l'islamophobie ! Ça c'est aussi une forme de violence.

► DE LA POLITIQUE

La politique, on peut la définir précisément comme la capacité d'articuler une expérience individuelle avec une expérience générale. Ce que je vis en tant qu'individu cela concerne tout le monde. Ce que je vis en tant qu'homme ou tant que femme dans la sphère privée, ça concerne tous les hommes et aussi toutes les femmes dans la sphère publique. Prenez la domination masculine, les violences conjugales, les viols. Ça les mouvements féministes l'ont bien compris. Donc, il y a une violence des discriminations non seulement dans ce qui est subi mais dans l'incapacité à dire. Je pense que ça, on l'a bien entendu.

► DÉFINITION

Comment définir les discriminations ? Ce qui est assez frappant dans notre société aujourd'hui, c'est la centralité de la notion de discrimination. Quand on s'intéresse aux quartiers populaires, on a l'impression que la discrimination est le terme qui envahit tout l'espace des discours et des expériences. Alors qu'auparavant c'était un autre vocabulaire qui était présent. C'était le vocabulaire de la domination, c'était le vocabulaire de l'exploitation. C'était un vocabulaire peut-être plus marxiste.

Ce que j'entends par discrimination d'un point de vue sociologique c'est le fait de distinguer volontairement ou non volontairement, intentionnellement ou non intentionnellement, une catégorie de la population, ce qui a pour effet de la tenir à distance, de la mettre à l'écart. Et cette mise à l'écart, d'une population volontairement ou non volontairement, a pour effet de réduire sa participation sociale.

De façon emblématique, évidemment, les discriminations en fonction de la couleur de peau et de l'origine sont centrales aujourd'hui. S'y ajoutent les discriminations territoriales (le fait d'habiter tel quartier ou telle ville ayant mauvaise réputation, comme Villiers-le-Bel,



Il y a une incapacité à passer une expérience particulière et individuelle à une expérience collective qui s'appellerait l'islamophobie ! Ça c'est aussi une forme de violence.



La discrimination, c'est la mise à l'écart, d'une population volontairement ou non volontairement, ce qui a pour effet de réduire sa participation sociale.

par exemple). En clair, le « délit de sale gueule », mais aussi le « délit d'adresse » cumulent leurs effets pour un(e) jeune à la recherche d'un emploi ou d'un stage. Même pour les diplômé.e.s, il y a un « plafond de verre », infranchissable.

Les discriminations, au sens de cette mise à l'écart, peuvent s'illustrer par la couleur de peau, l'origine des parents ou grands parents, la confession religieuse, les contrôles au faciès et les violences policières.

► DISCRIMINATION ET QUARTIERS POPULAIRES

Est-ce que plus fondamentalement, on pourrait dire que la question des discriminations pose aussi la question de l'accès à la vie ? Même si elle ne se pose pas que dans les quartiers populaires, elle est liée au sentiment qu'au-delà de ce quartier, il y a une vraie vie, une vie normale dont sont exclus les habitants. (...) Au fond combattre contre les discriminations, c'est manifester le désir d'accéder à une vie normale. C'est-à-dire d'être traité comme tout le monde, comme des égaux.

Combien on a du mal en France à reconnaître cette réalité-là ! Cette réalité sociale. Combien les observateurs de la vie sociale, les journalistes, les chercheurs ont du mal à reconnaître qu'il y a de la discrimination raciale, qu'il y a de la ségrégation raciale, qu'il y a du ghetto !

► INDIVIDU ET COLLECTIF

Il me semble que cette sensibilité aux discriminations est liée au fait qu'aujourd'hui, dans notre société, on est beaucoup plus attentifs à l'individu qu'au collectif. On est plutôt hostile au collectif par ce que le collectif nous renvoie à des catégories, à des catégories qui enferment et à des catégories qui sont plutôt négatives. Évidemment pour contexte les milieux populaires et classes populaires, cette catégorisation négative est très prégnante. Ce sont les pauvres, ce sont les immigrés, ce sont les femmes voilées, ce sont les dealers... On a

l'impression que toutes les catégories collectives qu'on utilise sont des pièges qui enferment des individus dans des représentations négatives et stigmatisantes. Il y a le ghetto qui enferme et en plus les catégories qui viennent enfermer.

► RECONNAISSANCE

Ce que je veux dire en d'autres termes c'est qu'il me semble que la demande face aux discriminations porte sur des logiques de reconnaissance. Elle porte sur le respect, la considération, la capacité d'agir. Les discriminations renvoient à une expérience violente qui est celle du mépris. Face à cette expérience du mépris, du sentiment d'être vraiment un moins que rien, simplement parce qu'on a un voile, parce que lorsqu'on est un peu plus basané, parce que éventuellement, on peut étendre, on est homosexuel ou handicapé, etc. il y a une demande de respect. Une demande morale qui est faite aux institutions, quelles qu'elles soient.

► LE RACISME

Le racisme se développe à partir du moment où les individus commencent à s'intégrer et à devenir invisible. Et à partir du moment où ils commencent à s'intégrer et à devenir invisibles, on les réassigne à une différence : non tu n'es pas comme tout le monde ! Tu n'es pas comme tout le monde. Tu t'appelles Kokoreff, tu t'appelles Mohamed, tu t'appelles Boubakar, etc. La discrimination est un processus de réassignation.

Et par rapport à cette réassignation qui peut prendre de multiples formes, il y a une demande d'égalité des chances ou une demande d'égalité, une demande de respect, et par là de reconnaissance.

► LA QUESTION DES RECOURS

Quels sont les moyens de lutte contre les discriminations ? D'une certaine manière, et on en a la preuve aujourd'hui, le fait d'échanger et le fait d'accepter que dans l'échange il y ait du conflit, et qu'on ne soit pas d'accord, et qu'en même temps tout le monde peut être entendu, c'était un premier pas parce que c'était un sujet fondamentalement conflictuel au sein de la société française. Et on ne peut pas ne pas s'énervier sur cette question. Mais on n'arrivera pas à avoir une vision pacifiée. On commencera à s'en sortir effectivement quand on considèrera que l'espace public est un espace où le conflit, la conflictualité a toute sa place. Il me semble que le recours au droit est un élément tout à fait fondamental. Et c'est en même temps là où les choses sont les plus compliquées.

► ENCORE LA POLITIQUE

Pour finir sur une note positive, il me semble qu'il y a quelque chose qui s'est joué récemment... autour de la mobilité avec « *stop aux violences au faciès* ». Je ne sais pas si vous avez suivi cette histoire où en gros il y a un collectif d'associations qui ont interpellé l'État et donc la justice, sur des cas répétés de discrimination de contrôle au faciès. 13 dossiers ont été déposés. Et il y a eu un rebondissement majeur à partir du moment où Jacques Toubon, (le défenseur des droits) a donné quitus à la demande de poursuivre l'État. On a le sentiment que les choses bougent un peu. Même si effectivement, on est sur le volet institutionnel, sur le volet du droit, et c'est

long, et c'est compliqué... Même si par ailleurs sur le plan politique, sur le plan proprement politique c'est zéro ! Et je pense qu'on est tous d'accord avec ça : toutes les promesses ont été oubliées... La promesse du droit de vote pour les immigrés hors communauté européenne adieu ! Les projets de lutter contre les contrôles au faciès avec récépissé, adieu ! Les projets de favoriser la participation des habitants, adieu !

Sur le plan politique, on le sait, il y a un vrai danger qu'incarnent le Front national aussi bien que la « droite décomplexée » ou la gauche identitaire : la radicalisation politique. Il y a toute une classe politique qui n'a pas envie d'entendre parler de la discrimination. Elle ne jure que par un modèle républicain que ne tient pas ses promesses et se trouve dans l'impasse. A gauche et à l'extrême gauche, c'est le registre des classes sociales qui est dominant pour dénoncer les inégalités sociales. Or s'en tenir à ce langage c'est être en décalage avec la logique de la reconnaissance, du respect, qui est basée sur des valeurs morales. La classe politique ne parle donc plus le langage des minorités discriminées, qui restent seules...

À travers les discriminations il y a une expérience violente qui est celle du mépris. (...) un sentiment d'être vraiment un moins que rien, simplement parce qu'on a un voile, parce que lorsqu'on est un peu plus basané, parce qu'on est homosexuel ou handicapé etc. il y a demande de respect.



► STRUCTURELLEMENT RACISTE (MICHEL KOKOREFF)

Dans les nouvelles politiques de la Ville, dans les contrats de ville, il va y avoir des instances participatives qui vont être mises en place. Que faut-il en attendre réellement ? Plus largement, il y a le recours au droit qui, à une échelle nationale beaucoup plus large peut-être une manière de faire reculer les discriminations. Même si effectivement on est bien obligé de constater qu'on est dans une société qui est culturellement raciste. C'est grave de dire ça. Mais c'est une société structurellement, pas culturellement, mais structurellement raciste. Et depuis longtemps.

Cette dimension structurelle ne s'évaporerait pas par la magie du verbe, mais par une loi. C'est un travail de longue haleine. Mais c'est quand même un beau combat, parce que les discriminations sont quelque chose de fondamental, portées notamment dans les quartiers populaires...

En début de semaine j'ai assisté à deux journées d'études dont le thème était passionnant sur le papier : classes populaires et organisations politiques. Mais il n'y avait rien sur les discriminations, rien sur le racisme, rien sur l'islamophobie, ni dans les interventions, ni dans les propos des débats – ou si peu. Le vocabulaire reste celui des classes sociales, de la question sociale, la mise en avant du jeu des institutions par rapport à la participation des habitants. Cet exemple montre le décalage entre certaines élites intellectuelles et les réalités de terrain. Ce que j'observe sur le terrain c'est que les discriminations sont partout, les gens ne parlent que de ça ! Ça devient presque obsessionnel. Est-ce une forme de résistance à une oppression plus complexe à saisir ? Et comment réduire ce décalage ? On a du boulot !

LE DÉBAT

► PREMIÈRE INTERVENTION

La France est diverse aujourd'hui, mais la France a un passé. Aujourd'hui on ne dit pas que les enfants qui sont nés ici sont français. On dit qu'ils sont d'origine ceci ou cela et pourtant ce sont des enfants qui sont nés ici et qui sont exclus dans leur pays d'origine, mais on ne parle pas de cela.

Je suis sénégalais, Mais la France a une culture prétentieuse On veut être vu de tout le monde. Mais quand on regarde au fond, aux États-Unis il y avait l'esclavage... c'est un noir qui aujourd'hui est président. La France est raciste. Ce n'est pas tous les Français... le racisme, mais c'est la nature humaine.

► SECONDE INTERVENTION

Vous disiez tout à l'heure que, enfin grossièrement que les outils les plus appropriés pour lutter contre ce phénomène de discriminations c'était le droit. En tant que juriste on a pour habitude de dire qu'un bon droit finalement est un droit qui suit l'évolution des mœurs. Malheureusement on constate que lorsqu'une personne est victime de racisme ou d'islamophobie, des dispositions sont prises justement juridiquement, pour pallier à ces discriminations-là. Pour donner un exemple tout à fait concret une personne qui porte un signe religieux sur un lieu de travail, d'emblée de jeu on va modifier le règlement intérieur de l'entreprise de manière à insérer une clause disant, qu'il y a une image de l'entreprise à respecter et ainsi on pourra lui interdire le port de signes religieux.

Je me demande si finalement on n'entre pas dans une logique où le droit ne peut plus pallier à une évolution des mœurs et s'il ne prend pas une teinte de plus en plus raciste et de plus en plus islamophobe.

Comment fait-on lorsque justement le droit n'est plus un outil au service de la lutte contre les discriminations, mais justement où il devient un outil qui sert ces discriminations qui les légitimise qui leur offre un cadre juridique complètement légal.

RÉPONSE DE MICHEL KOKOREFF :

Je dirais deux choses. La première chose c'est que je ne suis pas tout à fait d'accord avec la définition d'un droit qui évoluerait avec les mœurs, parce que l'on peut trouver bien des exemples, le droit de la famille par exemple, où le droit est en très retard par rapport aux transformations sociales de la famille, des manières de faire couple, du rapport aux enfants, etc. Et on pourrait prendre d'autres exemples. Donc ce n'est pas toujours vrai. Ce qu'on constate c'est parfois un écart, un retard entre un droit qui date d'une époque qui ne correspond plus du tout à fait aux réalités sociales du moment. Premier point.

Deuxièmement, je dirais que le droit énonce des normes. Ces normes peuvent apparaître des normes sociales, elles peuvent apparaître au bout d'un certain temps, comme naturelles, essentielles. Par exemple, les normes qui régissaient le droit de la famille sur le pouvoir du père. Vous savez que jusqu'à la fin des années 60 les femmes n'avaient pas le droit d'ouvrir des comptes en banque par exemple. C'est affligeant. Or si le droit énonce des normes sociales, c'est que les normes sociales peuvent changer le droit. Mais il ne peut être changé que par la mobilisation, le conflit. Vous avez tout à fait raison ce n'est pas un optimisme béat : « ah Le recours au droit est la solution à tout » mais effectivement la capacité de démontrer qu'il y a discrimination, et dans un souci de lutte pour transformer les normes.

RÉPONSE D'ABDELAZIZ CHAAMBI :

Au CRI (coordination contre le racisme islamophobie) on est parti au départ en disant pour nous le juridique ne suffit pas. S'il n'y a pas de rapport de force ça ne sert à rien ! Et on l'a vérifié dans les faits.

C'est vrai la justice aujourd'hui, c'est une justice raciste. Moi j'assume mes mots. Je sais que quand j'entends un procureur de la République dire à la télévision, qu'il a enlevé les enfants de la famille Msakni (Bourgoin Jallieu) parce qu'ils sont élevés dans une culture radicale. Je voudrais qu'on m'explique ce que c'est qu'une culture radicale ? (...)

Mais face à cette histoire de Bourgoin-Jallieu, le procureur a parlé, et nous on s'est manifesté. On a fait des manifestations devant la mairie et on est allé occuper le conseil général de façon pacifique, intelligemment bien sûr... Le lendemain matin Mme Msakni a eu son bébé de trois mois et a pu l'allaiter. Et si on n'avait pas fait ça elle ne l'aurait jamais eu.

On s'est mobilisés, on a fait du tapage, on a fait du bruit, on a manifesté au détriment des amis de la famille Msakni et qui disaient que c'est un interdit religieux de manifester. Il y a un rapport de force. Non il n'y a pas que le recours au droit il y a le recours au Politique au sens noble du terme. C'est le rapport de force.

Je donne encore un autre exemple très révélateur. La loi sur les nounous. Tout le monde en a entendu parler de cette inquisitoire. Elle a été votée au Sénat mais elle n'est pas passée à l'Assemblée nationale. Il a été voté que si une assistante sociale vient chez Mme Fatima, qui est nounou agréée et qu'elle porte un foulard chez elle, elle lui enlève l'agrément. Si l'assistante sociale trouve un Coran sur la table elle lui enlève l'agrément. Elle lui enlève son boulot son gagne-pain. Cette loi a été bloquée par ce qu'on a manifesté devant le siège du Parti socialiste. On a rencontré des responsables de haut niveau du Parti socialiste et ils se sont engagés, dont un qui s'est engagé par écrit en disant : si M. Hollande passe à la présidentielle on ne votera pas cette loi. Alors, il y a les laïcards du PS qui sont revenus à la charge avec les radicaux de gauche pour remettre encore une couche sur les nounous, sur le voile à l'université... sur le voile dans les centres sociaux. Un responsable politique a dit non non celle-là on verra plus tard ! On laisse tomber ! Elle crée trop de polémiques ! Et c'est quoi la polémique ? C'est que dans les banlieues, ça a bougé, chez les musulmans, ça a bougé, et chez les soucieux des droits de l'Homme, ça a bougé.

► L'ENTRE SOI (ABDELAZIZ CHAAMBI)

Aujourd'hui il y a des enfants qui vivent entre eux, ils jouent au foot entre eux, ils vont à l'école coranique entre eux, ils vont en vacances entre eux, ils sont dans le quartier entre eux ! Il n'y a plus de mixité sociale, il n'y a plus de mélange. C'est le séparatisme culturel. A un moment j'étais avec 70 enfants de cinq ans à 13 ans. On discute de tout de la religion, des quartiers, de la police, de tout ce que vous voulez. À un moment je dis aux enfants vous êtes quoi : les mains se lèvent et ils disent ; je suis marocain, je suis sénégalais, je suis malien, je suis algérien y en a aucun qui a dit je suis français. Alors que nous nous sommes bagarrés dans les années 80 pour arriver au bout de 15 ans à faire dire à quelqu'un : je suis Français. On a eu du mal, on est y arrivé et on nous a cassé le travail. Tout ce travail qu'on a fait pendant 20 ans il a été fichu en l'air à cause de ses politiques systémiques raciales « racialisantes » islamophobes.

LE QUESTIONNAIRE DE STRASBOURG

Écoutez le type de questionnaire qui est proposé par la préfecture de Strasbourg à un Monsieur qui est marié à une citoyenne française qui demande la nationalité française par simple déclaration. Il est convoqué à la préfecture et écoutez bien ce qu'on lui demande ! C'est vraiment gratiné ! Les questions : Recevez-vous des amis chez vous ? Votre épouse prend elle part au repas ? S'assoit-elle dans le salon s'il y a des hommes ? Vous vous rendez compte des questions ? Êtes-vous pratiquant ? Allez-vous à la mosquée ? Est-ce qu'on poserait ces questions à quelqu'un qui va à la synagogue ou à l'église ? Faites-vous parti d'une association ?... Alors ça c'est : les associations dégagent ! Il ne faut pas que tu fasses de la politique, il faut que tu suives les béni-oui-oui des enturbannés qui te disent « *ce n'est pas bien de faire de la politique mon frère, ah ma sœur tu n'as pas le droit de créer une association* ». Reste à la mosquée... Ils réduisent l'islamité à une religiosité vide de sens. La religion si elle n'est pas capable de transformer l'individu pour en faire un élément de transformation sociale elle ne sert à rien. Si elle a été révélée c'est pour devenir des éléments de transformation. Ce n'est pas pour autre chose. Et regardez les questions : votre femme est-elle suivie par un gynécologue ou une gynécologue ? Vous voyez le truc ? Et mettez-vous à la place de celui qui vient demander la nationalité française et qui en a besoin pour avoir une promotion sociale, pour rentrer dans la fonction publique, pour ouvrir un commerce, pour devenir avocat ou notaire, il est obligé de mentir.

Mais c'est quoi ces questions inquisitoires ? Mais si on se tait là-dessus, je vous assure que demain tout le monde va y passer. ou encore : Enlèveriez-vous votre voile devant un homme ? Avez-vous choisi votre mari ? Mais vous vous rendez compte ? Mais c'est quoi ces questions ? Mais on va où... C'est la préfecture de Strasbourg.

Pour en revenir sur la question du droit de la jeune fille c'est très important. Si vous êtes d'accord on est prêt, on a un avocat qui est tout près, on dépose plainte contre l'État français pour les 30 ans d'apartheid qu'on a vécu. C'est Manuel Valls qui le dit. Vous savez ce que ça veut dire 30 ans d'apartheid ? L'apartheid c'est de la discrimination. Pourquoi on ne dépose pas plainte ? Nous en tout cas CRI on est prêt.

► TROISIÈME INTERVENTION

Tout à l'heure tu as parlé de la gauche qui a trahi. La gauche n'a pas trahi. C'est nous ! Nous avons trahi... C'est de notre faute ! En général quand on cesse de croire on commence à penser. Mais cela fait plus de 30 ans, on continue de croire et on ne pense pas. Mais maintenant il va falloir peut-être penser... Penser notre avenir dans ce pays et pas uniquement pendant les périodes électorales. Il va falloir qu'on continue à se rencontrer à se parler et à penser. Et à penser peut-être même à haute voix.

Maintenant moi je voudrais aborder la question du racisme. Je considère le racisme comme une forme de cancer qui attaque un organe de la société dont il fait partie... Si l'on considère la question avec gravité, chacun de nous peut, doit réfléchir : comment on peut s'opposer, comment on peut créer un rapport de force. Parce que le législateur lui, il écrit ce texte en fonction des rapports de force. Nous sommes dans une société organisée, structurée. Mme Toubira a été agressée. Mme Toubira c'est une ministre, ses collègues ministres ont mis plus d'une semaine pour réagir. Et encore ils ont réagi par ce que l'opinion publique a réagi. Je pense que notre but c'est une lutte de l'ensemble de la société française. Avec toutes les composantes confondues. Voilà merci.

► QUATRIÈME INTERVENTION

Une question à poser aussi bien à M. Chaambi qu'à M. Kokoreff. Tout d'abord nous sommes envahis par le terme « quartier populaire ». On parle aussi de « Quartier sensible ». « Zones urbaines sensibles ». Je pense que c'est un renforcement de la discrimination. Encore une fois on met à l'écart des gens qui sont déjà à l'écart. (...) Hier j'ai discuté avec des personnes dans un conseil d'administration. J'ai dit : « *la Villeneuve n'est pas un quartier difficile c'est un quartier en difficulté. On m'a apporté une autre précision, on*



me dit c'est un quartier avec des personnes en difficulté ». Donc si on veut catégoriser les quartiers, il faudrait à mon avis faire très attention. On est là, on est dans une catégorie de « quartier populaire », et le mot populaire devient maintenant uniquement une catégorie de quartier, secteur, etc.

La Villeneuve a subi plusieurs agressions extérieures. Des événements qui ont fait chuter sa marque de fabrique. Qui a fait chuter sa réputation. Le plus marquant c'est en 2010. Lorsqu'il y a eu un jeune qui a été tué et on a vu ce qui s'est passé après. Jusqu'à un président de la République qui s'est déplacé hier c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le discours de Grenoble, et chaque fois ce sont les médias qui tapent sur le quartier. Un peu moins maintenant. Le deuxième c'était lorsque France 2 est venue faire sa mission encore un coup, et on voit comment à chaque fois c'est la Villeneuve... Villeneuve... Villeneuve... On ne parle pas de la baisse des prix, du patrimoine que ceux qui ont etc. vous avez tous compris ce que je veux dire.

Maintenant la question : est-ce que vous pouvez faire la différence entre « raciste » et « discriminant ». Le raciste subit une régression, mais de l'autre côté il y a des discriminants et des discriminés. Je pense qu'il y a une différence entre les deux. Et quand M. Kokoreff vous dites que la France est structurellement raciste, moi ça fait mal. Est-ce

que on est raciste ou est-ce qu'on est discriminant ? Et quand on est discriminant c'est un peu partout et chacun à un degré de discrimination envers les autres. Voilà je vous remercie.

► CINQUIÈME INTERVENTION

Les discriminations systémiques, ne sont plus à démontrer. Donc on doit l'accepter. Ce ne sont pas les thèses complotistes. Ce sont des chiffres et des statistiques ce sont des études tout ce que vous voulez. Il y a des discriminations systémiques qui touchent, et qui ont touché... Je veux parler de l'histoire coloniale de la France. Les méthodologies de la France en Afrique du Nord ou en Afrique Noire se sont des méthodes étudiées, qui sont encore utilisées par les Américains en Irak ou ailleurs. Ce sont des méthodes pensées, des méthodes structurelles, des méthodes relayées par les administrations. Il y a des exemples aujourd'hui. (...) Dans la coordination contre le racisme et l'islamophobie, on reçoit 10 15 plaintes par semaine ! Voilà ce qui m'est arrivé dans telle administration... Voilà ce qui est arrivé dans telle école... Voilà ce qui m'est arrivé avec telle personne voilà ce qui... Oui les relations interpersonnelles c'est une chose. On croise le raciste du coin. Le gars qui est dans une relation de haine par rapport à l'autre c'est une chose, mais là il me semble que c'est très important de parler aussi du système.

Si on ne fait pas attention à ça comme tu le dis Abdelaziz, petit à petit ça rentre dans la culture, ça rentre dans le vécu collectif.

Et je vais finir pour dire à mon pré-décèsseur qui a dit : quand on a fini

de croire on commence à penser. Donc je voudrais vous rassurer que tous les croyants, ici, ne vous ont pas attendu pour penser, pour penser justement cette vie ensemble, cette relation à l'autre, cette pluralité de construire avec l'autre et non par contre l'autre. Les croyants n'ont pas attendu les athées pour commencer à penser.

► SIXIÈME INTERVENTION

Carrefour a été condamné récemment pour avoir licencié une personne qui portait le voile... Cette condamnation n'est pas arrivée par hasard, cela se passe sur un territoire à Villeurbanne, où depuis longtemps il y a une politique de lutte contre les discriminations qui est conduite. Il y a une association de lutte contre les discriminations qui est soutenue par les pouvoirs publics pour organiser un réseau de veille sur les discriminations. Il y a une centaine de situations qui remontent chaque année, qui sont traitées, qui font l'objet d'un rappel à la loi, de médiation, de traitement juridique, d'orientation au parquet etc. et que c'est un territoire où du coup un employeur un bailleur sait qu'il peut être condamné s'il discrimine et c'est quelque chose d'important. C'est une des grandes différences entre le racisme et la discrimination. La discrimination c'est une pratique qui est condamnable donc on peut s'appuyer sur le droit alors que il faut quand même savoir ce n'est pas interdit de penser « raciste » en France. C'est beaucoup plus compliqué de lutter contre le racisme et on n'a pas cet outil du droit, même si c'est extrêmement difficile de prouver une discrimination et que c'est quand même un outil qu'il faut mobiliser autant que possible. Mais



pour le mobiliser il faut aussi qu'il y ait des politiques de lutte contre les discriminations qui permettent de le faire..

► SEPTIÈME INTERVENTION

Moi je voulais partager avec vous une petite expérience que je partage tous les samedis avec des jeunes d'Échirolles. J'ai compris une chose c'est que lorsque l'on s'enferme dans le discours victimaire, on devient peu un acteur de la transformation sociale. Et ce qui m'a impressionné dans ses ateliers de jeunes, c'est qu'un jeune est venu me dire : Éric il faut que tu écoutes le morceau de Kery James. Parce que lorsque tu nous parles on comprend ce que c'est que la victime. J'ai écouté le morceau de

Kery James, il dit : « refusez d'être des victimes. Devenez des acteurs de transformation de la société ». Et à un moment donné il faut qu'on sorte de la victimisation si l'on veut voir une autre société jaillir dans ce monde. La deuxième chose c'est sur le choix de nos identifications. Est-ce que je dois prendre la parole comme musulman ou est-ce que je dois prendre la parole comme français. J'aimerais vous entendre là-dessus Monsieur Chaambi parce que si on veut que cette république soit la république de demain, il faut à un moment donné qu'on arrive à dire à certaines personnes justement, de savoir choisir leur identification pour parler sur la scène publique.

Je vous rends compte de témoignage d'un jeune dans ces ateliers, il m'a dit Éric je suis né en France,

mon père est né en France, mais quand je suis allé en Algérie à l'âge de 18 ans dans mon village on m'a accueilli comme un étranger. Et je comprends maintenant pourquoi est-ce que tu nous dis de chercher à savoir quelle forme d'identification je dois choisir. Il faut que mon enfant demain soit français et non qualifié d'immigré. (...) Si ce n'est moi, peut-être mes enfants auront cette opportunité de dire « oui cette république-là je peux la transformer ».

► HUITIÈME INTERVENTION

Je trouve que c'est une facilité langagière que de parler de discrimination. C'est un mot qui est entré dans le vocabulaire, mais je trouve qu'il marque la dépolitisation des luttes parce qu'on ne parle que de

REPONSE ABDELAZIZ CHAAMBI

J'ai dit qu'on avait travaillé pendant près de 20 ans pour amener les jeunes issus de l'immigration, les héritiers de l'immigration à dire : je suis français. C'est bien ce qu'on réclame. Mais par contre ceux qui nous renvoient à une parcelle de notre identité, à notre islamité sont les hommes et femmes politiques qui depuis 30 ans et surtout depuis le 11 septembre 2001 nous ramènent la question du halal, la question du voile, la question des mosquées, la question des minarets. Ce n'est pas moi...

Personnellement j'ai créé la coordination contre le racisme et contre islamophobie (CRI) à contrecœur. J'aurais préféré, continuer à développer le parti politique qu'on a créé (Force Citoyenne Populaire) pour inciter les gens à s'engager au-delà de leurs appartenances, de leur couleur de peau, de leur religion.

Encore un petit point sur Lyon. On a un préfet de région qui a ouvertement publiquement soutenu une élue verte de Lyon neuvième qui a dévoilé une femme le jour de son mariage. Ce n'était pas un voile intégral c'était un foulard normal. Elle l'a fait pleurer. Elle a voulu faire du zèle en lui disant quitte ton foulard sinon je ne te marie pas. Et le préfet de région au lieu de la rappeler à l'ordre, au lieu de la rappeler à la loi, il dit « je vous soutiens... Je vous soutiens, je suis avec votre combat pour la laïcité ».

Je vous dis que les libertés sont en danger, dernièrement un centre social... Il n'y a pas un élément de proximité plus important qu'un centre social dans un quartier populaire. Un courant « laïcard » a voulu faire fermer le centre parce qu'une femme voilée y travaillait. Que je sache il n'y a pas une loi qui interdit à une femme voilée de travailler dans une association 1901. On intervient, les familles nous sollicitent. On se bagarre, on alerte le préfet. Il ne nous répond pas et il nous envoie le responsable du culte musulman. Mais elle est où la république ? 30 ans, 40 ans de lutte et à la fin on arrive à un préfet qui nous envoie un représentant du culte musulman... Mais qu'est-ce que ça a voir avec ça. Ce n'est pas une question religieuse c'est une question de droit.

On ne veut pas se contenter d'un système qui discrimine et venir faire des réparations. On ne peut pas faire des rustines d'un système qui n'arrête pas de crever les roues. On veut que le système change sa politique systémique, après les choses iront mieux.

l'intérêt individuel et on n'est plus dans le discours de classe. (...) On manque de figures militantes dans la communauté arabo-musulmane de figures qui incarnent un discours d'antagonismes de classe et de reconnaissance de classe possédant et possédées, dominantes et dominées quoi !

Moi je préfère parler de domination parce que c'est quelque chose

de systémique et pas juste d'un ressenti.

(...) On continue d'être dans un pouvoir colonial en témoigne la gestion des quartiers populaires, la présence policière dans les quartiers populaires, les lois d'exception, les couvre-feux, les lois concernant les femmes qui portent le hidjab en France. On reste encore dans cette espèce d'illusion de la mission



RÉPONSE MICHEL KOKOREFF

En tant que sociologue comme en tant que citoyen je suis très méfiant à l'égard des mouvements identitaires, à l'égard de la notion d'identité. Parce que justement on ne cesse d'être réassigné. Je pense que dans cette réaffiliation identitaire il y a quelque chose de monstrueux qui sommeille. Faut-il choisir ? Si on est réassigné en permanence à une identité faut-il choisir une identité ? C'est compliqué car cela conduit vite à des discours et positions réactionnaires. C'est répondre à la séparation par la séparation plutôt que favoriser la cohésion.

Seconde remarque. Je couple les deux questions, l'intervention sur Villeurbanne et la question sur « racisme et discrimination ». C'est effectivement une question un peu théorique. On peut considérer que le racisme c'est un système d'attitudes et d'opinions. Ce système peut déboucher sur des actes, des paroles, des propos racistes mais pas nécessairement... Alors que les discriminations sont essentiellement de l'ordre des comportements, des pratiques. Même si effectivement ces pratiques sont difficiles à démontrer.

Quant à l'expression structurellement raciste... Cela veut dire que cela fait partie de la culture politique française ! Colonialisme ou pas colonialisme. Et ce n'est pas une dénonciation, c'est un fait historique. Lorsqu'on dit que les violences policières sont discriminatoires, lorsque les contrôles d'identité sont discriminatoires, on dit bien qu'effectivement il y a une catégorie qui est discriminée, alors non pas au profit d'une autre mais quand même un peu du fait d'une institution qui trouve là un moyen d'exercer son contrôle sur les populations.

De la même manière quand un employeur est condamné, l'acteur de la discrimination est bien identifié. Là aussi je pense que ce serait dangereux d'être dans un mode de raisonnement où il y aurait des discriminés mais pas de discriminants, c'est comme l'exclusion il y aurait des exclus mais pas « d'exclueurs » Il y a des discriminants qui sont les fonctionnaires de police, qui sont les chefs d'entreprises, les agences de recrutement, les vigiles de boîtes de nuit qui ont des consignes on peut continuer la liste. Effectivement on peut les identifier par le recours au droit et on peut les identifier aussi par le rapport de force comme l'a très bien dit Abdelaziz.

Dernière remarque sur la question des catégories. Je n'ai pas de problème avec « quartier populaire ». « Quartier populaire » c'est gentil c'est même un peu bisounours par rapport à la vie sociale qui y règne à certains moments. Et en même temps ce n'est pas infamant. Ce n'est pas pareil que quartier « sensible ». J'ai longtemps parlé de quartier pauvre parce que les revenus sont bas, parce que les gens qui payent les impôts ne sont pas nombreux, parce que le niveau de revenus baisse et qu'il y a aussi un tabou aujourd'hui sur la pauvreté. Quartier pauvre ! Est-ce que c'est infamant ? Quartier précaire est ce que c'est mieux ? C'est une bataille sans fin mais, au fond le terme de quartier populaire pourrait convenir au plus grand nombre dans le sens où il renvoie à des catégories sociales plutôt qu'à une échelle de dangerosité ou de criminalité. Encore une fois, il n'est pas infamant. Parce que cela désigne quelque chose qui renvoie à des classes populaires. C'est-à-dire que dans les quartiers populaires il y a une majorité d'ouvriers et d'employés, d'ouvriers qualifiés, d'ouvriers non qualifiés il y a des employés. On a oublié ce vocabulaire-là.

civilisatrice blanche : on va civiliser les barbares et les indigènes.

C'est super important de faire le lien entre tout cela en fait : colonialisme, impérialisme, racisme, islamophobie. Vivre ensemble c'est super, j'aimerais bien être juste un individu qui marche dans la rue. Ce n'est pas le cas. En fait l'État me réassigne parce que je ne suis pas française. Dans la rue on me réassigne, parce que je suis musulmane, il y a toujours des réassignations et du coup on peut en faire deux choses. On peut dire non je ne veux pas de réassignation identitaire. Je ne suis qu'un individu je suis une personne française. Et on peut aussi se reconnaître dans une communauté en faire une force ! Pas pour faire un truc essentialiste de la communauté arabe qui serait super ! Mais pour se dire oui on est des immigrés, on est les descendants des immigrés et des immigrations postcoloniales, on est au moins la communauté musulmane, auto-organisons-nous et faisons en sorte d'être une communauté est une force d'agir.

Pour moi c'est d'éviter le paternalisme blanc en fait, qui est plein de camarades qui sont très gentils, qui veulent nous aider. Mais on n'est jamais les personnes qui venons faire de l'analyse et produisant du discours sur nos vies. On est juste de temps en temps invités en tant que témoin.

Je ne dis pas qu'il faut jamais faire des choses ensemble et avoir les politiques d'alliance. C'est à nous de produire un discours sur nos vies, de produire de l'analyse et de ne plus être cantonné à être témoins de ce que nous vivons nous-mêmes. Moi je n'ai pas besoin qu'un sociologue blanc (et c'est avec tous mes respects) vienne m'expliquer ce que c'est que la domination et vienne expliquer ce que c'est que de vivre dans un quartier populaire.

Parce que et notamment depuis janvier à chaque fois que je parle avec des camarades de « auto-organisons-nous » les gens ont peur. Ils disent : « Mais non il faut qu'on reste avec les blancs parce que sinon on va penser que on est en soutien des djihadistes et que nous sommes des radicaux et que nous ne sommes pas intégrés ».



Je ne dis pas qu'il faut vivre séparés, chacun de son côté, ce serait juste bien qu'on pense aussi à l'auto organisation. Vous avez compris voilà merci

► NEUVIÈME INTERVENTION

On s'aperçoit qu'en Occident la population est très vieillissante. En France la population de souche est vieillissante et il y a une génération de jeunes qui arrivent, et qui va devenir une élite de gré ou de force. Ils sont là, ils existent et puis à un moment donné on va quand même arriver à s'organiser. Et peut-être que il y a une peur profonde... Je dis ça parce qu'à un moment donné j'ai été dans mon quartier et j'ai discuté avec un jeune et il me regarde et me dit tu sais Hamed moi j'ai l'impression qu'ils ont fait un génocide culturel. Voilà. Et je me dis peut-être qu'ils ont peur du futur qui est très proche, et que à un moment donné c'est irréversible... C'est comme ça... Les jeunes qui sont nés ici ils vont sûrement rester ici, ils feront eux mêmes des enfants et les enfants feront des enfants et puis automatiquement naturellement, la place sera... Et on a peur de ce moment en fait et on essaye de reculer. C'est tout.

INTERVENTION DU CCIF

Je fais parti du Collectif Contre l'Islamophobie en France qui s'appelle le CCIF. C'est un collectif qui a été créé il y a plus de 10 ans maintenant. Notre principale activité, c'est le conseil juridique aux victimes. On offre des conseils juridiques et un accompagnement juridique gratuit aux victimes d'actes d'islamophobie. On a aussi des actions sur le plan politico-médiatique, et un site Internet on a une application sur un Smartphone, avec Android, ça marche vous taper CCIF et vous pouvez la télécharger. Je voulais vous dire aussi que non seulement on a une permanence téléphonique gratuite mais aussi on met à disposition un guide juridique qui donne la possibilité aux personnes de connaître leurs droits et de leur expliquer comment ils peuvent les faire valoir.

Le CCIF par son travail a été reconnu membre consultatif de l'ONU, d'ailleurs notre porte-parole est en ce moment même au siège de l'ONU à New York, sur un colloque qui s'appelle the « Women empowerment » : ce qui peut se traduire par donner plus de pouvoir aux femmes. Le CCIF est aussi partenaires de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). J'ai ramené quelques petites cartes de visite pour les victimes pour les potentielles victimes qui auraient des problèmes et qui aurait des questions pour connaître mieux leurs droits donc on a une hot line est ouverte du lundi au vendredi de 9h00 à 13h30 et de 14h00 à 17h30. Voilà si vous avez plus de questions n'hésitez pas je serai disponible à la fin parce qu'il faut qu'on se parle voilà merci.



LES MOTS DE LA FIN...

MICHEL KOKOREFF

Je voulais encore vous remercier et dire quand même deux mots : j'ai entendu deux fois le mot, de « population de souche » de « français de souche ». Je rejette ce vocabulaire « souchien ». Si on pouvait l'éviter, ce serait bien. Deuxième chose : je suis complètement d'accord avec l'intervention d'avant sur l'aspect systémique des choses, par contre je pense que mettre l'accent sur les discriminations ce n'est pas dépolitiser c'est mettre au cœur de la question celle de l'économie la morale. C'est donc repolitiser cette question.

ABDELAZIZ CHAAMBI :

Nous avons une expertise du terrain, nous sommes capables de porter une analyse, un regard historique sur nos luttes sur nos victoires etc. Et moi personnellement j'interviens un peu partout... et je n'ai pas besoin d'avoir le référent blanc à mes côtés.

Ça fait 30 ans qu'on fait le lien entre la politique néo-coloniale ou coloniale, avec ce qui se passe au Mali, au Niger, en Afghanistan en Syrie en Irak et ce qui se passe dans les banlieues avec la question palestinienne qui est intrinsèquement liée. Et c'est pour cela qu'on est criminalisé en France sur deux choses : sur la Palestine et sur l'islamophobie.

Si tu enlèves ça, tu deviens quelqu'un de fréquentable. Moi on m'a fait du pied pour assister au Sénat à un colloque avec tout le tralala je n'en n'ai rien à carrer moi.... Moi on a fait du pied dernièrement sur un truc du Sénat, un truc je sais plus quoi le « pari du vivre ensemble ». Et moi je dis non excuse-moi. Je vais vous déranger ici je viens et si je dis certaines vérités je vais déranger.

On n'en est pas encore arrivé à la maturité politique qui dit qu'il faut qu'on s'auto-organise parce que je crois en une seule chose c'est le rapport de force. Quand tu organises les tiens, que ce soient les jeunes des quartiers, des ouvriers, les Arabes, là ils vont te respecter. Et aujourd'hui on en est là. Mais les choses sont en train de changer. Certains s'appuient sur notre expertise sur nos combats pour briller dans les lumières. Ils sont là-haut mais on ne sait pas si demain ils seront réellement là-haut. Dieu reconnaîtra les siens. J'arrête là.



Rencontre «pour comprendre» organisé par un collectif d'associations : Afric'impact, Arc en ciel, Mix'cité, Mdh Baladins, Modus Operandi, Osmose, Pas sans nous, Régie de quartier, Union de Quartier 2, Villeneuve debout dans le cadre de l'Université Populaire de la Villeneuve en préfiguration.